

JEAN- LOUIS RIZZO

**De Gaulle,
le gaullisme
et la République**

Histoire et société

Éditions Glyphe

Sommaire

Introduction.....	11
Un demi-siècle pour entrer dans l'histoire	17
Le chef de la Résistance.1940-1944.....	35
Restaurer la France (Septembre 1944 – Janvier 1946)	55
Le gaullisme dans l'opposition.....	75
Le rétablissement (1958-1962).....	101
Pour une France gouvernée, forte et prospère.....	135
Conférer à la FRANCE une place majeure dans le monde	155
Le Gaullisme contesté.....	169
Le gaullisme après de Gaulle	189
Conclusion.....	205
Orientation bibliographique	211

Introduction

À PLUSIEURS TITRES, l'année 2020 a permis de commémorer Charles de Gaulle, puisqu'elle représente le cent-trentième anniversaire de sa naissance (22 novembre 1890), les quatre-vingts ans de l'appel du 18 juin 1940 et le cinquantième anniversaire de sa mort (9 novembre 1970). Pour les Français, de Gaulle incarne d'abord la Résistance et les institutions de la cinquième République. Sa présence demeure très forte dans la mémoire collective. Il est à la fois Histoire et Légende. La plupart des enquêtes d'opinion le concernant en font le « héros préféré des Français », en comparaison de tous ses illustres devanciers comme Napoléon I par exemple. Une enquête réalisée en 2018 sur la notoriété des huit présidents de la cinquième République, lui confère 65% d'opinions favorables. Cette notion d' « opinion favorable » apparaît quelque peu factice pour un personnage qui a quitté la scène publique depuis un demi-siècle, mais elle permet de mesurer l'empreinte de l'homme dans l'Histoire. Dans la même enquête d'opinion, le général de Gaulle dépasse les 50% de jugements positifs dans toutes les familles politiques françaises, depuis la gauche jusqu' à l'extrême-droite. Les Républicains le plébiscitent à 90%, pourcentage peu étonnant pour un parti qui prétend se situer dans la filiation des formations politiques gaulistes. La République en marche, avec 79% d'opinions favorables, cultive sans doute le mythe de l'union nationale, réalisée à deux reprises par de Gaulle. À gauche, les chiffres sont un peu moins élevés et les sympathisants socialistes préfèrent François Mitterrand comme président de la République, mais de Gaulle ne subit plus

le rejet dont il était l'objet au sein de ces forces politiques dans les années soixante. Enfin ne reste-t-il pas étonnant de constater que les électeurs et sympathisants du Rassemblement national, émanation de l'extrême-droite longtemps rétive au gaullisme, se retrouvent à 70% pour approuver l'action du Général ?

Longtemps, y compris après la mort de de Gaulle, l'hostilité à la politique et au personnage de Charles de Gaulle trouve plusieurs sources. À l'extrême-droite, les nostalgiques de Vichy reçoivent le renfort de ceux qui n'acceptent pas l'abandon de l'empire colonial, l'Algérie surtout. Ils sont d'ailleurs parfois les mêmes. Dans le reste de la classe politique, ce sont les institutions de la cinquième République qui créent la rupture majeure, surtout pour toutes les forces du centre-droit et du centre-gauche. Le général de Gaulle écarte la France de la culture républicaine qui était la leur depuis des décennies. Le renforcement de l'exécutif heurte leur conscience et la forte personnalisation du pouvoir par de Gaulle leur rappelle de très mauvais souvenirs historiques. Enfin, la gauche de manière générale et le parti communiste en particulier dénoncent la politique sociale du premier président de la V^{ème}, assimilée à la défense des possédants et génératrice de nombreuses injustices. Aujourd'hui, nous n'en sommes plus là. Si quelques nostalgiques du pétainisme continuent à détester le personnage du général de Gaulle, la décolonisation ne mobilise plus guère les critiques contre celui qui l'a accélérée. En ce qui concerne les institutions, le ralliement apparaît quasi-général. Certes, la Constitution actuelle ne ressemble plus tout à fait à celle léguée par de Gaulle, ne serait-ce qu'avec le quinquennat et ses effets, mais les Français approuvent de manière unanime le fort pouvoir présidentiel et l'onction du titulaire de l'Élysée par le suffrage universel. Le ralliement des socialistes aux institutions dans les années 1980 marque ainsi un tournant important. Dans certains milieux de gauche, on évoque bien de temps à autre une VI^{ème} République, mais ses thuriféraires peinent à en définir la philosophie et les contours. Enfin, les critiques sur un de Gaulle défenseur de la bourgeoisie et apôtre d'une politique aggravant les injustices, ne trouvent aujourd'hui plus aucun défenseur. La succession depuis 1976 (hormis la parenthèse de 1981-1983) de plans de rigueur, jointe à la libéralisation économique qui entame

certain acquis sociaux au nom de la compétitivité, font que les perspectives de progrès s'estompent et que rétroactivement, les années 1960 apparaissent comme un moment de l'Histoire où le niveau de vie augmentait, où l'ascenseur social fonctionnait davantage, où l'avenir ne pouvait paraître que meilleur. Évidemment, la réalité demeure bien plus complexe que ce qui vient d'être exposé, mais la perception des Français va dans le sens d'années soixante bénies, au même titre que nos compatriotes des années 1930 sublimaient à l'excès la période d'avant 1914, la « Belle Époque » comme on le disait déjà au début des années 1920.

En travaillant sur le général de Gaulle, l'historien se doit d'éviter deux écueils auxquels se livrent parfois d'autres plumes que lui. La méthode lui interdit l'ouvrage partisan, que ce parti pris soit destructeur par haine du sujet étudié ou laudateur en raison d'une admiration sans bornes. Nombre d'études sur de Gaulle multiplient et juxtaposent les épithètes de héros, prophète ou encore sauveur, conférant à l'homme un rôle quasi surnaturel. De l'autre côté de la pensée, si ce mot peut encore être employé, se situent des ouvrages et textes sans nuances, reprenant en chœur toutes les attaques enregistrées contre de Gaulle, depuis le militaire médiocre jusqu'au président dictateur en passant par le faux résistant et le traître à la France quant à la politique algérienne. L'historien doit aussi se garder, surtout dans le cas du général de Gaulle, d'accorder une confiance exclusive aux témoignages. L'histoire orale ne peut certes être négligée, son apport demeure utile, mais dans le cas particulier de l'ancien chef de la Résistance et de l'ancien président de la République, nombre de proches, conscients d'avoir vécu une expérience riche, féconde et exceptionnelle auprès du Général, retracent leurs rapports avec lui de manière subjective en insistant surtout sur sa grandeur, ses réussites et son messianisme. Alain Peyrefitte, dans son *C'était de Gaulle*, se permet certes de temps à autre quelques remarques qui ne sont pas à l'avantage de l'homme qu'il a servi, mais sa compréhensible admiration pour de Gaulle le conduit parfois à sur-interpréter le côté visionnaire du chef de l'État dont il était le ministre.

Les biographies et études relatives au général de Gaulle sont nombreuses. On se contentera ici de rappeler les plus marquantes

qui se sont révélées très utiles pour préparer le présent ouvrage. Les trois volumes de Jean Lacouture¹ constituent sans doute l'étude la plus fouillée et la plus complète, même si l'auteur ne disposait pas alors de tous les documents utilisés plus tard par d'autres historiens. Lacouture, homme de gauche, ne cache pas son admiration pour le Général, à une époque où la gauche rallie la cinquième République. Mais il ne tait pas les côtés plus sombres de la geste gaullienne. En 2002, la biographie d'Éric Roussel² constitue un travail équilibré qui fait honneur à l'historien. Très intéressant, l'ouvrage de Julian Jackson en 2019³ confronte les historiens français au point de vue d'un de leurs homologues britanniques. Jackson dresse un portrait plutôt favorable de l'homme qui « a sauvé l'honneur de la France », mais il développe davantage que ses devanciers les échecs, les erreurs, les retournements et finalement les limites de l'action. Julian Jackson écrit qu'il a voulu se placer « entre le Charybde des admirateurs inconditionnels et le Scylla des opposants implacables⁴ ». Ferdinand Mount, un écrivain et journaliste britannique de tendance tory, hostile à de Gaulle, a utilisé les analyses de Jackson pour se féliciter de la publication d'un ouvrage qui montrait selon lui que le rôle de de Gaulle était exagéré pour ce qui relevait de la libération de la France, que sa politique en Algérie frôlait le calamiteux et que ses attitudes provocatrices envers les anglo-saxons n'avaient débouché sur rien de sérieux. Jackson a du reprendre la plume⁵ pour expliquer que Mount se livrait à des interprétations sinon erronées, du moins exagérées. Nous citerons enfin les deux volumes de François Kersaudy, *Le Monde selon de Gaulle*⁶, qui commente avec forces explications et références, les écrits et discours du Général.

Les lignes qui vont suivre entendent privilégier l'action et les

-
1. *De Gaulle* aux Éditions du Seuil. *Le Rebelle* (1984) – *Le politique* (1985) – *Le Souverain* (1986)
 2. Éric Roussel, *Charles De Gaulle*, Gallimard, 2002
 3. Julian Jackson, *De Gaulle- Une certaine idée de la France*, Éditions du Seuil, 2019
 4. *Books* – L'actualité à la lumière des livres- n°95, mars 2019, p. 26
 5. *Ibid*
 6. François Kersaudy, *Le monde selon de Gaulle- le général à livre ouvert*, aux Éditions Taillandier, T1 en 2018, T2 en 2019

idées politiques de Charles de Gaulle, au détriment de tout ce qui relève de la vie privée et de la vie quotidienne, aspects traités dans de nombreux ouvrages auxquels il suffit de recourir. Les rapports du général de Gaulle avec l'esprit républicain et avec les partis politiques constituent ici la problématique la plus abordée, autour du parcours d'un homme longtemps hostile au modèle républicain de sa jeunesse, mais qui, à la fois par pragmatisme, par devoir, par ambition et par passion, finit par incarner la République.

Un demi-siècle pour entrer dans l'histoire

LE 5 JUIN 1940, le président du Conseil Paul Reynaud procède à un remaniement de son gouvernement, rendu indispensable par l'aggravation de la situation militaire. La nouvelle équipe comprend encore vingt-quatre ministres et cinq sous-secrétaires d'État. Parmi ces derniers, figure au sous-secrétariat à la Défense nationale et à la Guerre un militaire, devenu récemment général, totalement inconnu chez les Français. Charles de Gaulle entre ainsi dans l'Histoire en participant à l'avant dernier cabinet de la troisième République. Il se trouve alors dans sa cinquantième année. Si les Français ignorent qui est cet homme placé dans les derniers rangs de la hiérarchie gouvernementale, la classe politique et l'autorité militaire le connaissent suffisamment pour savoir que derrière l'apparent officier conservateur apparaît un iconoclaste qui, par certaines de ses théories, dérange depuis de longues années.

Monarchiste de cœur et républicain par raison

Charles de Gaulle voit le jour à Lille, dans la maison de ses grands-parents maternels, le 22 novembre 1890. C'est le troisième enfant d'une famille qui en comptera cinq, nés entre 1887 et 1897. Si des de Gaulle se rencontrent en Normandie au bas Moyen-Âge, sans que l'on puisse être assurés qu'il s'agit d'ancêtres, les premiers ascendants bien connus concernent la bourgeoisie bourguignonne,

puis parisienne des xvii^e et xviii^e siècles, cette bourgeoisie qui constitue alors la noblesse de robe. Un ancêtre direct du général occupait d'ailleurs la charge de procureur au Parlement de Paris. Le xix^{ème} siècle marque un certain déclassement des de Gaulle. Julien de Gaulle, le grand-père paternel, chartiste et historien, est un monarchiste légitimiste et un catholique intransigeant. Comme nombre de ses amis, il pourfend la grande bourgeoisie dont il combat le culte de l'argent et dont il dénonce l'attitude envers les déshérités. Poussant encore plus loin que lui la prise en compte des pauvres, son épouse Joséphine correspond avec un homme comme Jules Vallès. Cette répugnance vis-à-vis de la bourgeoisie et la forte empreinte du catholicisme social caractériseront plus tard la pensée de Charles de Gaulle. En outre, Julien de Gaulle, comme son fils Henri, ont épousé des femmes de la dynastie Maillot, des patrons du textile dans le nord de la France qui usaient du paternalisme comme instrument de cohésion sociale dans leurs ateliers. Henri de Gaulle demeure fidèle à ces traditions. D'abord rédacteur au ministère de l'Intérieur, il en démissionne en 1884 pour ne plus cautionner la politique laïque de républicains comme Jules Ferry ou Pierre Waldeck-Rousseau. Il choisit d'enseigner dans les écoles religieuses à Versailles et à Paris, notamment au sein du collège de l'Immaculée Conception qui relève des jésuites. En 1904, lorsque la loi interdit aux congrégations d'enseigner, Henri de Gaulle fonde un cours libre secondaire, l'école Louis de Fontanes.

Charles de Gaulle doit beaucoup à son père qui lui a inculqué toutes les valeurs familiales et auquel il sera très attaché jusqu'à son décès en 1932. Durant sa scolarité, il fréquente les écoles catholiques parisiennes : Saint Thomas d'Aquin de 1896 à 1900, qui appartient au vaste réseau scolaire des Frères des écoles chrétiennes, puis le collège de l'Immaculée Conception où enseigne son père. Titulaire du baccalauréat en 1906, hostile à la politique anticléricale de la troisième République, Charles de Gaulle s'exile une année en Belgique (1907-1908) à l'école libre du Sacré-Cœur de la ville d'Antoing. Il revient en France à l'automne 1908 pour intégrer le collège Stanislas. Comme son père et son grand-père, le jeune Charles de Gaulle apparaît alors comme un catholique fervent, un nostalgique de la monarchie et un patriote convaincu. Ses choix

littéraires reflètent bien ces sentiments : de Gaulle ne prise pas les philosophes des Lumières, ne communie pas dans le culte de Victor Hugo et déteste Zola. En revanche, tous les écrivains de la Belle Époque qui prennent leurs distances avec le rationalisme et le positivisme intéressent le jeune Charles. Bergson le séduit par l'idée d'activité créatrice qui conduit à une philosophie de l'action et qui laisse une forte part à l'instinct aux côtés de la raison. Dans le même ordre d'idées, il lit le philosophe Émile Boutroux qui combat le positivisme, mais c'est surtout Charles Péguy qui constitue la référence. De Péguy, dont il dira qu'il ne se trompait jamais, il partage sa vision de la mystique dévoyée en politique et il adhère pleinement à son nationalisme teinté de romantisme. De Gaulle retrouve ce nationalisme chez Barrès dont il dévore *Le Roman de l'énergie nationale*. De Barrès et Péguy, il retient l'idée que la grandeur de la France dépasse la nature du régime politique en place. Certes, la monarchie a connu ses héros nationaux, aussi différents que Jeanne d'Arc ou Louvois, mais des hommes comme Lazare Carnot sous la Révolution ou même Gambetta en 1870-1871 ont pu incarner la continuité de la grandeur française.

Cette vision se distingue de celle de Charles Maurras pour qui seul l'Ancien régime a assuré la grandeur du pays. La question des rapports de Charles de Gaulle avec la pensée du prophète du nationalisme intégral et du père de l'*Action française* demeure posée. La famille de Gaulle connaît les écrits de Maurras et lit l'*Action française* après la naissance de ce périodique en 1908. Charles de Gaulle partage avec Maurras la critique des tares du régime républicain et l'idée que l'Allemagne représente l'ennemi héréditaire avec lequel il n'est pas possible de transiger. Dans les années 1930, de Gaulle donne même des conférences au cercle Fustel de Coulanges, une structure proche des thèmes maurrassiens. Mais les différences d'approches restent nombreuses. De Gaulle ne croit pas à la possibilité de rétablir l'Ancien régime ; si monarchie il doit y avoir, elle serait constitutionnelle. D'ailleurs, la famille de Gaulle lit aussi *Le Correspondant*, une revue bimensuelle inspirée du catholicisme social de Lacordaire et Montalembert qui a défendu longtemps l'idée d'une monarchie constitutionnelle. Mais si ce régime garde les préférences de Charles de Gaulle, le jeune homme sait très tôt

que les chances d'une Restauration sont quasi-nulles. Si Maurras conserve la monarchie chevillée au corps, le jeune de Gaulle de la Belle Époque ne remet pas en cause la République, même si le modèle en place ne lui sied absolument pas. Par ailleurs, de Gaulle semble totalement étranger à la théorie maurrassienne des « quatre États confédérés » qui affaiblissent le pays : les juifs, les protestants, les francs-maçons et les étrangers (les « métèques » chez Maurras). Chez de Gaulle, on ne rencontre ni xénophobie, ni antisémitisme, ni haine des francs-maçons. Même si des historiens ont largement exagéré le dreyfusisme de la famille de Gaulle, attitude dont il n'existe aucune preuve tangible, les différences avec la vision de Charles Maurras demeurent considérables.

Entré dans l'armée en 1909, Charles de Gaulle appartient à cette majorité silencieuse de militaires qui sert la troisième République tout en la détestant. Les militaires ancrés dans le régime, comme les généraux André, Sarrail ou Percin, pèsent peu dans le corps militaire par rapport aux officiers conservateurs. Pour Charles de Gaulle, la force d'une nation ne peut supporter le poids excessif du Parlement, les combinaisons entre groupes politiques, les coteries et la démagogie. Nonobstant les réels apports du régime dans la construction de la démocratie en France, ne communiant pas du tout dans le culte des grandes lois républicaines, de Gaulle rejette le régime tel qu'il fonctionne. Le Parlement ne trouve jamais grâce à ses yeux. Ses lettres écrites à sa famille durant la première guerre mondiale le voient souvent dénoncer le contrôle excessif des Assemblées. Le Parlement est assimilé à la « canaille » et « devient de plus en plus odieux et bête ». De Gaulle constate que des républicains se détournent d'un régime considéré longtemps comme un modèle. Il adhère pleinement à leurs écrits qui flétrissent les jeux parlementaires et regrettent l'absence d'une véritable autorité. Ainsi en est-il de *La République des camarades* de Robert de Jouvenel (1914) qui dénonce l'impuissance du système. De Gaulle s'intéresse aussi au parcours et aux écrits de Charles Benoist, un républicain du centre-droit qui, devant la faiblesse du régime, se laisse attirer par les sirènes de l'Action française. Les principaux ouvrages de Benoist, *Les lois de la politique française* (1928) et *Les maladies de la démocratie : l'art de copier le suffrage et le pouvoir*

(1929) confortent ce que pense de Gaulle du régime. Si Jouvenel et Benoist ne gouvernent pas, André Tardieu dirige le ministère entre novembre 1929 et décembre 1930, puis de février à mai 1932. Cet atypique chef de gouvernement constate son impuissance à agir. À demi-retiré de la vie publique malgré un retour comme ministre d'État en 1934, il analyse les tares du régime parlementaire et demande un pouvoir exécutif fort, notamment dans *Le Souverain captif* (1936) et *La Profession parlementaire* (1937). De Gaulle a cru un temps en Tardieu, avant de s'en détourner, en partie parce que l'ancien président du Conseil ne tire pas sur le plan politique les leçons de ses propres écrits. C'est dire que peu d'hommes de la Troisième trouvent grâce aux yeux de Charles de Gaulle. Si Gambetta et Freycinet méritent son estime pour leur action lors de la guerre de 1870, Clemenceau est jugé de manière plus mitigée. De Gaulle admire sa foi patriotique et sa capacité à diriger la France en 1917-1918, mais son anticléricalisme, pourtant modéré dans sa pratique, l'irrite. Lorsque Clemenceau échoue à l'élection du président de la République en janvier 1920 face à Deschanel, De Gaulle s'en félicite presque en écrivant à sa mère : « L'élection de Deschanel ne m'attriste pas. Je crois qu'il a toutes les aptitudes à la fonction. Et d'abord il est marié avec des enfants ». Dans les années vingt, ni Briand, ni Poincaré ne séduisent le jeune officier de Gaulle. Pour lui, ceux qui approuvent le premier dans sa politique de réconciliation avec l'Allemagne ne sont que ses « lâches admirateurs ». Quant à Poincaré, de Gaulle le qualifie perfidement de « commis de premier ordre [...] un homme d'État à la mesure de la République », un homme auquel la hauteur de vue a toujours fait défaut. Parti pivot du régime, le Parti radical et ses hommes (comme Herriot ou Daladier) incarnent tous les vices du système. Les rares responsables loués par de Gaulle peuvent d'ailleurs appartenir à des camps politiques différents, car l'intérêt du pays dépasse les clivages partisans. À droite, Tardieu un temps, Paul Reynaud plus longuement, Alexandre Millerand considéré comme un « homme d'État de grande classe », tous trois révisionnistes sur le plan institutionnel, ont les faveurs de Charles de Gaulle. Mais des hommes de gauche comme Joseph Paul-Boncour et Léon Blum séduisent aussi de Gaulle, le premier parce que, très tôt, il apparaît conscient

de la nécessité d'armer le pays, le second parce qu'à partir de 1936 il se montre partisan de la modernisation de l'appareil militaire français. De Gaulle qualifie Blum « d'homme d'État » dans une lettre au lieutenant colonel Mayer (23 avril 1938). Mais aucun de ces hommes ne peut représenter pour de Gaulle le chef dont le pays devrait se doter. Tous les écrits de l'officier de Gaulle, comme *Le Fil de l'épée* (1932) ou *Vers l'armée de métier* (1934) insistent sur le rôle du chef et sur les qualités qui doivent l'accompagner. « Il faut qu'un maître apparaisse¹ » note de Gaulle dans *Vers l'armée de métier*, une expression qui inquiète de nombreux républicains qui lisent l'ouvrage.

Républicain par raison, révisionniste convaincu, peu attiré néanmoins par les ligues et les mouvements d'extrême-droite, de Gaulle ne se comporte jamais en séditionnaire. Certes, après le 6 février 1934, il se félicite de constater que « la vieille *République des comités*, des élections, des faveurs est à l'agonie », mais cela ne fait pas de lui un factieux. Henri de Kerillis l'a accusé d'être lié à la Cagoule, mais rien ne vient étoffer cette thèse. Après 1936, le Parti populaire français de Doriot ne l'intéresse pas et l'évolution de l'*Action française* lui déplaît. Sans doute de Gaulle doit-il trouver dans le Parti social français du colonel de la Rocque, l'ancien chef des Croix de feu, des conceptions assez proches des siennes, celles d'une droite autoritaire révisionniste dans le domaine institutionnel. Mais il restera à l'écart de ce mouvement, car son horizon politique est beaucoup plus large.

Servir la France dans l'armée

« Quand j'entrai dans l'armée, elle était une des plus grandes choses du monde² » note Charles de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre*. La chose militaire intéresse très tôt le jeune adolescent qui multiplie la lecture de livres d'histoire et notamment d'histoire militaire. Les compositions d'histoire du jeune de Gaulle révèlent une grande érudition et déjà une bonne qualité d'écriture. Tous

1. Charles de Gaulle, *Vers l'armée de métier*, Plon, 1971, p.248

2. Charles de Gaulle, *Mémoires*, Mémoires de guerre- l'Appel, collection la Pléiade, Gallimard, p.6

les biographes du général rapportent aussi l'anecdote relative à *Campagne d'Allemagne* en 1905. Alors âgé de quinze ans et scolarisé au collège de l'Immaculée-Conception, il écrit ce texte qui raconte un supposé conflit franco-allemand qui éclate en 1930. De Gaulle s'imagine alors en général à la tête d'une armée de 200 000 hommes qui vient au secours du chef d'état-major et sauve la France du péril allemand. Servir la France par une carrière militaire attire donc très tôt le jeune de Gaulle. Après son année préparatoire au collège Stanislas (1908-1909), il est reçu au concours d'entrée à Saint-Cyr en septembre 1909 en se classant au milieu de la promotion. Comme le règlement de l'époque l'impose, il effectue un an sous les drapeaux avant d'intégrer l'école, au 33^{ème} régiment d'infanterie stationné à Arras. Puis, durant deux années (1910-1912), il suit la préparation militaire de Saint-Cyr et en sort à la treizième place. Il rejoint alors le 33^{ème} R.I comme sous-lieutenant avant d'accéder au grade de lieutenant en octobre 1913. Avec ses hommes, le jeune officier se montre souvent froid et distant, hautain même. Sa haute stature impressionne. Dur et autoritaire, il exige une sévère discipline. Force est de reconnaître que de Gaulle n'attire pas la sympathie par son attitude. Le surnom de « Connétable » remonte à cette époque et évoque la distance qu'il adopte vis-à-vis des autres. Souvent chargé d'instruire les jeunes recrues, il essaie de leur transmettre sa foi patriotique. Dans une conférence prononcée en 1913, il évoque un « patriotisme de race », vante l'amour de la France et ajoute que « le chauvinisme, si c'est un excès, vaut cent fois, mille fois mieux qu'un patriotisme qui raisonne trop souvent ». « Rejeter la guerre hors du monde n'est qu'une utopie » conclut le lieutenant de Gaulle. Moins d'une année plus tard, débute le premier conflit mondial. Au mois d'août 1914, de Gaulle dirige dans le secteur de Dinant une section d'une trentaine d'hommes environ, appartenant au 33^e RI. Grièvement blessé à la jambe au début de l'engagement, il est opéré à Paris, puis part en convalescence à Lyon. De retour sur le front au mois d'octobre, en Champagne cette fois, il surmonte une nouvelle blessure en mars 1915. Passé capitaine, un grade qu'il convoitait depuis plusieurs mois, il se retrouve en 1916 dans l'enfer de Verdun à la tête d'une compagnie. Il n'y reste pas longtemps car le 2 mars, à Douaumont, une terrible blessure le laisse pour mort

sur le champ de bataille. Fait prisonnier par les Allemands, puis interné dans six camps différents aussi bien en Westphalie qu'en Bavière ou en Lituanie, il tentera sans succès à cinq reprises de s'évader. Il revient en France à la fin de l'année 1918, mais part dès le printemps 1919 dans la nouvelle Pologne en tant qu'instructeur au sein de l'armée polonaise. Une fois sa mission terminée, il rejoint la France pour exercer une de ses activités préférées : enseigner l'histoire militaire aux élèves de Saint-Cyr (février 1921).

De Gaulle vient d'avoir trente ans. Toujours capitaine, titulaire de la Légion d'honneur depuis 1919, heureux dans l'armée, il épouse en avril 1921 Yvonne Vendroux, de dix ans sa cadette, issue d'une famille d'industriels et de notables de Calais. Les Vendroux disposent d'une aisance financière supérieure à celle des de Gaulle et le mariage correspond à une union arrangée, convenue entre les deux familles. Il deviendra néanmoins très vite un mariage d'amour. Le couple donnera naissance à trois enfants : Philippe en décembre 1921, Élisabeth en 1924 et Anne en 1928. Cette dernière est une enfant trisomique que les de Gaulle refuseront de placer en institution pour l'élever eux-mêmes, attitude peu fréquente à l'époque. Charles et Yvonne donneront beaucoup d'amour à la fragile Anne qui mourra en 1948. À Paris, le couple de Gaulle change souvent de logement entre les deux guerres à mesure que la famille augmente en nombre. En 1934, les de Gaulle achète en viager une maison isolée et en mauvais état, dans l'ouest très rural de la Haute-Marne. La Boisserie deviendra un lieu de refuge pour la famille et de ressourcement pour Charles de Gaulle.

De Gaulle poursuit son ascension dans l'armée. En 1923, il entre à l'École supérieure de guerre qui forme tous les officiers supérieurs. Il en sort breveté, devient commandant en 1925 et se trouve affecté à Mayence pour servir à l'état-major général de l'armée du Rhin. Il s'y ennuit, mais le maréchal Pétain va le sortir de cette torpeur. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps et s'apprécient. Alors colonel, Philippe Pétain dirigeait en 1912 le 33^e RI et fut donc le supérieur de Charles de Gaulle. Malgré les trente-quatre années de différence d'âge entre eux, ils sympathisent et se découvrent de nombreux points communs, y compris dans le plaisir des conquêtes féminines. Pétain veille donc sur la carrière de

son protégé. En 1925, il sait que de Gaulle se morfond à Mayence. Dès le mois de juillet, il l'appelle à ses côtés, au sein de son état-major particulier. Le commandant de Gaulle prépare des allocutions prononcées par le maréchal. Il lui rédige également en 1930 un canevas pour son discours de réception à l'Académie française le 22 janvier 1931, un texte en hommage à son prédécesseur Foch. De Gaulle se voit aussi chargé par son mentor d'écrire un livre sous le titre *Le Soldat* qui doit être publié sous la signature de Pétain. En retour, ce dernier permet à son protégé de donner un cycle de conférences à l'École de guerre à compter du printemps 1927. Ces conférences seront regroupées en 1932 dans le premier ouvrage célèbre de Charles de Gaulle, *Le Fil de l'épée*. En septembre 1927, le soutien de Pétain permet à de Gaulle de prendre le commandement du 19^{ème} bataillon de chasseurs, stationné à Trêves. En 1928 néanmoins, un nuage vient assombrir les relations entre les deux hommes. Le manuscrit du *Soldat* est confié par Pétain pour relecture et corrections à un autre militaire, le colonel Audet. Vexé dans son orgueil et choqué par le procédé, de Gaulle le signifie vertement au maréchal. Ce dernier renonce dans l'immédiat à publier l'ouvrage et tente d'apaiser la crise. De Gaulle et Pétain se réconcilient, mais la fracture reste ouverte, d'autant plus que les différences doctrinales entre les deux hommes se précisent au fil des années.

À l'automne 1929, le commandant de Gaulle part pour le Liban pour diriger deux bureaux sous la houlette du général de Bigault de Granrut, commandant supérieur des troupes du Levant. Il sert deux années dans ce mandat. Alors que la France s'apprête à glorifier l'empire colonial par la grande exposition de Vincennes, de Gaulle se pose beaucoup de questions sur la gestion des mandats. Il n'en remet aucunement en cause le principe, mais il regrette que la France ne puisse définir une ligne d'action claire et ne mette pas en œuvre une véritable politique de développement. Dans une lettre au colonel Mayer (30 juin 1930), de Gaulle considère que si la France demeure inactive, elle sera contrainte « de partir d'ici¹ ». Dès le milieu de l'année 1931, de Gaulle semble avoir épuisé tous les charmes du Levant. Une fois encore, Pétain s'entremet en sa

1. Lettre citée par Éric Roussel, *De Gaulle*, collection Tempus chez Perrin, T1, p.73

faveur et lui fait obtenir un poste administratif de la plus haute importance. De Gaulle devient en effet rédacteur au secrétariat du Conseil supérieur de la défense nationale, un organisme qui prépare les dossiers de l'état-major et qui conseille le ministre, ainsi que le président du Conseil. Tous les dossiers importants passent désormais dans les mains de Charles de Gaulle qui demeure cinq ans en place au sein de cette institution.

Prêcher dans le désert

En 1924, de Gaulle publie son premier ouvrage, *La Discorde chez l'ennemi*. Il s'agit d'une analyse des raisons expliquant la défaite allemande en 1917-1918. Cet ouvrage n'a rien d'un brûlot, mais déjà percent certaines idées qui caractériseront le de Gaulle des années 1930. L'auteur explique en partie l'échec allemand par le délabrement moral du pays et par le comportement d'un peuple qui ne possède plus l'envie de se battre. Plus tard, de Gaulle ferraillera contre le pacifisme aveugle des dirigeants et du peuple français. Dans le même écrit, il demande aux dirigeants militaires français de « pétrir leur esprit et leur caractère¹ » ; le fait qu'un simple capitaine se permette une telle sortie reste exceptionnel. Quelques mois plus tard, en mars 1925, de Gaulle publie un article dans la *Revue militaire française* sous le titre « Doctrine à priori ou doctrine des circonstances ». Dans ces pages, il s'oppose à une conception figée de la stratégie militaire, car il estime que cette dernière doit faire preuve d'empirisme en s'adaptant aux différentes circonstances. À un des rares officiers qui l'approuve, de Gaulle écrit qu'il convient de dénoncer « l'orientation trop dogmatique et absolue que prend, une fois de plus, notre haute pensée militaire ». Si l'état-major demeure rétif à ce type de réflexion, à l'image du maréchal Pétain qui ne cache pas son hostilité, un vieil officier septuagénaire se montre intéressé. Juif, républicain, dreyfusard, plutôt classé à gauche, le lieutenant colonel Émile Mayer ne semble pourtant ne disposer que de peu de points communs avec l'officier conservateur Charles de Gaulle. Mais durant le premier conflit mondial, il s'est attaqué au dogmatisme de l'état-major et en a payé le prix avec

1. Ibid, p. 61

une carrière brisée. À partir des années 1920, il réunit le dimanche matin à son domicile un groupe d'amis pour évoquer librement tous les problèmes de l'heure et notamment les questions militaires. Émile Mayer rencontre de Gaulle après la publication de l'article dans la *Revue militaire française*. Progressivement, de Gaulle se joindra aux réunions hebdomadaires du cercle Mayer lorsque son emploi du temps le lui permettra. Malgré certaines divergences, il y trouvera toujours un appui moral et y goûtera l'émulation entraînée par une discussion sans tabous. De Gaulle adresse aussi son texte à des hommes politiques, sans grand succès d'ailleurs. Néanmoins, Joseph Paul-Boncour juge intéressante l'approche de l'auteur. Paul-Boncour, membre de la S.F.I.O, ministre du Travail en 1911, est un homme qui compte dans la vie politique française. Au sein de son parti, il combat l'habituel antimilitarisme et dénonce l'illusion du pacifisme à tout prix. « Il n'est pas sûr qu'un acte de foi suffise à assurer la paix », martèle Paul-Boncour à la Chambre le 28 mai 1922. En outre, ce parlementaire s'engage dans la défense du pays en devenant en 1927 le rapporteur d'un texte auquel il croit beaucoup, l'organisation de la nation en temps de guerre. Tout cela rejoint les préoccupations de Charles de Gaulle et le fait que Paul-Boncour soit socialiste ne doit pas gêner une éventuelle collaboration. Hors de tout dogmatisme et autour d'analyses souvent différentes, les deux hommes resteront liés de longues années.

Lorsque de Gaulle accède en novembre 1931 au secrétariat du Conseil supérieur de la défense nationale, la haute hiérarchie militaire connaît évidemment ses idées, mais ces dernières demeurent encore confidentielles, alors que les aptitudes intellectuelles de cet officier méritent d'être utilisées. Comme l'explique le général dans ses *Mémoires de guerre*, cette fonction lui permet de connaître « toute l'activité politique, technique et administrative, pour tout ce qui concerne la défense du pays¹ ». Il s'attelle donc au travail au moment où l'arrivée d'Hitler au pouvoir accroît les menaces sur le pays. Dans les derniers mois de l'année 1933, alors que l'instabilité ministérielle fait passer le pays de Daladier à Chautemps via Sarraut, de Gaulle rédige un texte relatif à la nécessité d'établir un plan d'ensemble pour

1. *Mémoires*, Mémoires de guerre, L'Appel, p. 7

la défense nationale¹. Pour lui, ce plan revêt une grande urgence. Face à « la menace des pays allemands, accrue et précisée », il faut « se tenir en mesure de soutenir une guerre prolongée ». Toute improvisation étant périlleuse, une organisation devient indispensable. Le texte n'établit pas les détails de ce plan, mais de Gaulle se montre très précis sur les buts de guerre français en cas de conflit. Il conviendra, comme le voulait Foch en 1919, de pousser notre frontière sur le Rhin, contrôler pour toujours le charbon de la Sarre, davantage intégrer l'économie belge à la nôtre, étendre l'empire colonial, notamment en Afrique, renforcer la puissance du français dans le monde. Mais ce plan reste dans les tiroirs du ministère.

De Gaulle travaille également de son côté à la rédaction d'un nouveau livre qui sort en 1934 : *Vers l'armée de métier*. Davantage que les écrits précédents, il s'agit là d'un ouvrage iconoclaste par rapport à la pensée militaire française. De Gaulle justifie cet écrit en rappelant que « l'armée se figeait dans les conceptions qui avaient été en vigueur avant la fin de la dernière guerre ». Peu convaincu par la doctrine de la défensive à tout prix derrière la défense de la ligne Maginot, dérouter par l'idée de chars éparpillés sur le front pour venir en appui à l'infanterie, le commandant de Gaulle propose de créer des divisions entièrement motorisées et partiellement blindées, à raison de six divisions de ligne et d'une division légère. Dans la ligne de la pensée du général Étienne, il accorde une importance majeure aux chars sur le champ de bataille. Cette « armée de manœuvre et de choc » ne peut, selon de Gaulle, qu'être composée d'un personnel d'élite, spécialisé, signant un engagement long, une armée de métier, peu nombreuse, mais aguerrie, qui s'ajoutera aux recrues du service militaire, ainsi qu'aux réserves mobilisables en cas de conflit.

Les propositions formulées par de Gaulle reçoivent parfois un bon accueil . Au sein du cercle du colonel Mayer, l'avocat Jean Auburtin publie un article favorable dans la *Revue hebdomadaire*, alors que Mayer lui-même soutient le débat dans *Notre temps*. Le vieil officier ne partage pas toutes les analyses de Charles de Gaulle ; il trouve que ce dernier néglige le rôle de l'aviation et, tout en approuvant l'idée de divisions cuirassées, il se méfie de

1. *Lettres, notes et carnets*, pp. 747-757

l'existence d'une armée de professionnels. L'historien et essayiste Daniel Halévy, auteur en 1934 d'une *République des comités* qui intéresse beaucoup de Gaulle, apporte aussi son soutien à la théorie du désormais lieutenant-colonel, avec lequel il partage le rejet du parlementarisme absolu. Certains journaux publient des articles favorables aux divisions cuirassées et à l'armée de métier, comme *l'Écho de Paris*, *Le Journal des débats*, la démocrate-chrétienne *Aube* et parfois même *Le Temps*. Chez les hommes politiques, les soutiens s'avèrent peu nombreux. L'ancien président de la République Millerand n'est plus qu'un simple sénateur de l'Orne, Paul-Boncour et Marcel Déat demeurent des isolés entre la S.F.I.O et les radicaux, Léo Lagrange reste prisonnier des positions officielles de la S.F.I.O à laquelle il appartient, alors que le démocrate chrétien Philippe Serre commence à peine sa carrière politique. Les responsables politiques au pouvoir adhèrent toujours à la doctrine officielle de la défensive et du rôle majeur de l'infanterie. Le haut état-major étrille *Vers l'armée de métier*. L'amiral Durand-Viel, chef d'état-major général de la Marine, se veut sarcastique et moqueur ; les ministres de la Guerre Pétain, puis Maurin, dénoncent l'ouvrage, relayés par les chefs d'état-major généraux successifs, Debeney (1924-1930), Weygand (1930-1935), puis Gamelin. Sans rejeter entièrement l'idée de militaires professionnels, la droite place toujours sa confiance en Pétain et André Tardieu préfère s'attacher à résoudre la question institutionnelle. Dans *Le Mercure de France* du 15 septembre 1934, Jean Nobel qualifie les thèses relatives à l'armée de métier d'« état de délire ». Les radicaux sont pour leur part convaincus des bienfaits de la défensive. Quant à la gauche, elle ne veut pas d'une armée de prétoriens qui, selon elle, n'aurait plus de républicaine que le nom. Dans *Le Populaire*, Léon Blum s'en prend à l'armée de métier. Il y consacre plusieurs articles à l'automne 1934 en dénonçant un retour aux conceptions d'avant 1870 et la fin de la conception républicaine de l'armée. « À bas l'armée de métier » titre-t-il le 1^{er} décembre. Blum réitère ces critiques lors d'un débat à la Chambre le 15 mars 1935 en citant même le nom de Charles de Gaulle. Lors de ce même débat, le communiste Maurice Thorez ironise sur la « super-armée » qui fera le tour de l'Europe.

En décembre 1934, Jean Auburtin favorise une première rencontre entre de Gaulle et Paul Reynaud. Ce dernier est à la droite classique ce que de Gaulle représente au sein de l'état-major : un isolé. Certes, Reynaud occupe un temps le ministère des Colonies en 1931, mais par la suite il n'intègre plus aucun gouvernement jusqu'en 1938. Ses positions hétérodoxes agacent ; il défend la dévaluation du franc contre la déflation dans la lutte contre la crise économique et il considère que le danger hitlérien prime tout, y compris le risque d'un Front populaire. Très vite, Reynaud se montre convaincu par la thèse de Charles de Gaulle sur l'armée de métier et il décide de s'en faire le relais. Alors que de Gaulle est présent dans les tribunes du Palais-Bourbon, Reynaud intervient le 15 mars 1935 à la Chambre en insistant sur la nécessité de « refondre notre organisme militaire¹ » et ajoute que « pour une partie de notre armée de terre, la partie motorisée, la spécialisation est aussi nécessaire que dans l'aviation ou dans la marine ». Moins de quinze jours plus tard, le député des Basses-Alpes dépose une proposition de loi proposant la création d'un « corps spécialisé permanent au moyen de militaires servant par contrat ». L'expression armée de métier ne figure pas dans le texte, mais il s'agit bien de cela. Rejetée en commission, cette proposition demeurera lettre morte. Mais désormais, de Gaulle a confiance en Paul Reynaud et il lui rédige de nombreuses notes sur la stratégie militaire. Les deux hommes approuvent d'ailleurs le pacte franco-soviétique de 1935, alors que nombre de responsables du centre et de la droite répugnent à une entente avec le maître de l'URSS.

L'arrivée du Front populaire au pouvoir en juin 1936 ferme momentanément la porte du pouvoir à Paul Reynaud, alors que des adversaires de la thèse gaullienne occupent la présidence du Conseil et le ministère de la Défense, à savoir le socialiste Léon Blum et le radical Édouard Daladier. Mais, confronté à l'exercice du pouvoir et à la montée des périls extérieurs, Blum, sans adhérer au principe d'une armée de métier, accepte d'en discuter avec de Gaulle. Grâce à l'entremise du colonel Mayer qui connaît bien les

1. *Journal officiel de la République française*, débats Chambre des députés, n° 32 du 16 mars 1935 pour la séance du 15 mars, p.1040 et suivantes.

deux hommes, de Gaulle et Blum se rencontrent en octobre 1936. Dans ses *Mémoires de guerre*, le premier note qu' « avec chaleur, Blum m'assura de l'intérêt qu'il portait à mes idées ». Certes, le chef du gouvernement finira par faire mettre en chantier la création de deux divisions cuirassées, mais Daladier, fidèle à la doctrine de l'état-major, pense toujours que les batailles de chars ne régleront rien. Radicaux et socialistes demeurent certains que l'armée de métier, au lieu de la compléter, se substituera à l'armée de conscription ; l'intervention de Paul Reynaud à la Chambre le 2 février 1937 pour rappeler que de Gaulle a dit exactement le contraire, ne modifie en rien les positions de ses adversaires. De Gaulle se désole de constater la faible avancée de ses idées au sein du Parlement et du gouvernement. Le 23 avril 1938, dans une lettre adressée à Mayer, il souhaite un ralliement complet de Léon Blum à sa doctrine.

Grâce au soutien de Paul Reynaud, Charles de Gaulle accède au grade de colonel en 1937, année où il quitte le secrétariat du Conseil supérieur de la défense nationale pour prendre le commandement du 507^{ème} régiment de chars basé à Metz. Les événements de 1938, aussi bien l'Anschluss que Munich, confirment, pour lui, le caractère inéluctable de la guerre. Alors que les accords de Munich donnent un temps l'illusion que le spectre de la guerre s'éloigne, de Gaulle dénonce une « capitulation » qui n'offre qu' « un court répit ». Si Paul Reynaud rejoint le gouvernement en avril 1938, les portefeuilles successifs de la Justice, puis des Finances, ne lui permettent pas de peser sur la politique de défense conduite par Daladier. Pendant que le colonel Mayer donne quelques articles au journal *La Lumière* de Georges Boris, de Gaulle rejoint les amis de la revue *Temps présent*, proche pourtant de la gauche démocrate-chrétienne, mais au moins sensible à ses idées sur les divisions blindées. C'est enfin en 1938 que se déroule la rupture entre de Gaulle et Pétain. Le maréchal, jusqu'alors critique assez modéré des thèses de son ancien protégé, écrit une préface au livre du général Louis Chauvineau, *Une invasion est-elle encore possible ?* Dans ce court texte, Pétain défend la position traditionnelle de l'état-major et affirme que les blindés ennemis ne passeront jamais la zone fortifiée et défendue. Dans ses *Mémoires*, de Gaulle regrette cette prise de position pourtant prévisible. Mais ce dernier peut aussi faire preuve

de manque de tact, sinon d'inélégance. Il décide en effet de publier le manuscrit du *Soldat*, écrit par lui pour Pétain dix ans plus tôt, mais sous son nom et sous le titre *La France et son armée*. Il s'agit d'une étude magistrale des rapports entre l'armée, le pouvoir et la nation à travers les âges, analyse qui permet à l'auteur de rendre aussi bien hommage à Jeanne d'Arc, qu'à Louvois et Turenne, Carnot et Clemenceau. Pétain tente d'abord de s'opposer à la publication de l'ouvrage, puis obtient d'y rédiger une dédicace en son honneur, courte phrase que de Gaulle se permettra de modifier sans en avertir le maréchal.

Impatient devant la torpeur et le désastre

Le 3 septembre 1939, la France entre en guerre. Le colonel de Gaulle obtient le commandement des chars de la V^{ème} armée en Alsace. La drôle de guerre l'insupporte par son immobilisme. Dans un courrier adressé à Paul Reynaud le 22 octobre 1939, il dénonce les « absurdes illusions de sécurité défensive » et persiste dans son souhait de voir la France conduire « une guerre active en nous dotant des seuls moyens qui vailent pour cela : aviation, chars ultra-puissants organisés en grandes unités cuirassées ». Mais Paul Reynaud n'occupe que le ministère des Finances. Président du Conseil, ministre de la Défense nationale et ministre des Affaires étrangères à la fois, Daladier est l'homme fort du pays. Il fait confiance au généralissime Gamelin et à son adjoint Georges pour ce qui relève de la stratégie militaire, ces deux vétérans de l'armée adhérant à la vision classique de la défensive. En janvier 1940, de Gaulle rédige un mémorandum qu'il adresse à quatre-vingt personnalités du gouvernement, du monde politique et du commandement. Il y dénonce la passivité et l'immobilisme, cherche à montrer que la nature du conflit en cours repose sur le moteur et la vitesse et, déjà prophétique, ajoute que « le conflit qui est commencé pourrait bien être le plus étendu, le plus complexe, le plus violent de tous ceux qui ravagèrent la terre ». Dans une note annexée au mémorandum, de Gaulle réclame la création d'un ministère de la Conduite de la guerre, regroupant plusieurs portefeuilles et établissant un plan de guerre, un plan d'armement et un plan d'emploi du personnel. Dans ses Mémoires, de Gaulle note

sobrement : « Mon mémorandum ne provoqua pas de secousse ». Hormis quelques approbations (Paul-Boncour), le désintéret poli domine dans les réactions. De Gaulle ne se décourage pas pour autant et continue d'envoyer des notes à Reynaud. Dans une note datée du 21 février, il revient sur le Comité pour la conduite de la guerre, en définit les contours et se propose pour diriger son secrétariat¹. Or, Paul Reynaud est appelé le 20 mars 1940 à constituer le gouvernement, suite à la démission du ministre Daladier, à bout de souffle. De Gaulle propose de nouveau ses services et Reynaud envisage la constitution d'un comité de guerre dont son protégé pourrait assurer le secrétariat. Mais les dosages politiques obligent Reynaud à maintenir Daladier au ministère de la Défense nationale. Le chef radical met son veto à l'arrivée éventuelle du colonel de Gaulle dans les bureaux du gouvernement. Le président du Conseil ne peut que renoncer à son projet et le secrétariat du comité est confié le 30 mars au sous-secrétaire d'État Paul Baudouin, un homme déjà favorable à une paix de compromis. De Gaulle obtint en échange le commandement de la quatrième division cuirassée, une unité que l'on doit construire en urgence après le déclenchement de l'offensive allemande le 10 mai.

Fidèle à sa doctrine, de Gaulle lance au mois de mai deux offensives avec sa division, la première dans le secteur de Montcornet dans l'Aisne (17 et 18 mai), la seconde autour d'Abbeville (Somme) dans les derniers jours du mois de mai. Ces deux engagements donnent des résultats similaires : les percées sont réussies et les Français gagnent du terrain, mais la résistance allemande et l'absence de renforts rendent finalement ces assauts inopérants. Après la première de ces batailles, de Gaulle adresse le 21 mai un ordre du jour à ses troupes ; sa teneur préfigure l'appel du 18 juin. Après avoir rappelé que « c'est la guerre mécanique qui a commencé », il affirme que les divisions cuirassées de demain permettront la victoire (la force mécanique supérieure évoquée le 18 juin), il se dit donc certain que « nous vaincrons sur toute la ligne » et se présente comme « le Chef qui vous parle ». Le 23 mai, de Gaulle est désigné général de brigade à titre temporaire. À Paris, Reynaud

1. *Lettres, notes et carnets*, pp.923-924

se montre hésitant et ne se révèle pas le chef que certains attendaient. Le remplacement de Gamelin par Weygand ne règle rien et l'entrée de Pétain au gouvernement le 18 mai ne donne pas le sentiment du choix de la guerre à tout prix. Aussi, le 3 juin, alors que la situation militaire devient dramatique et que le nord du pays se trouve submergé par les troupes du Reich, de Gaulle adresse au chef du gouvernement une supplique en forme d'ultimatum. Il se permet de rappeler à Paul Reynaud qu'il occupe le pouvoir parce qu'il a su soutenir les conceptions militaires nouvelles, mais que désormais il s'abandonne « aux hommes d'autrefois ». Il l'exhorte à sortir « du conformisme, des situations acquises, des influences d'académie ». Puis :

« Si vous renoncez à me prendre comme sous-secrétaire d'État, faites tout au moins de moi le chef-non point seulement d'une de vos quatre divisions cuirassées, mais bien du corps cuirassé groupant tous ces éléments. Laissez-moi dire sans modestie, mais après expérience faite sous le feu depuis vingt jours, que je suis seul capable de commander ce corps qui sera notre suprême recours. L'ayant inventé, je prétends le conduire. »

L'effet produit par cet appel est immédiat puisque deux jours plus tard, lors d'un large remaniement du gouvernement, de Gaulle devient sous-secrétaire d'État à la Défense nationale et à la Guerre.

Le chef de la Résistance 1940-1944

Du ministre au paria : l'appel du 18 juin 1940

Lorsque Charles de Gaulle accède au gouvernement, la situation militaire de la France est déjà critique : les Allemands atteignent la Seine dans son cours aval, la capitale apparaît menacée, alors que le tragique réembarquement de Dunkerque vient de s'achever. Les Allemands entreront d'ailleurs à Paris à la mi-juin, le gouvernement partant pour la vallée de la Loire, avant de s'installer à Bordeaux. Le départ de Daladier du gouvernement semble effacer l'esprit de Munich, d'autant plus que l'énergique Mandel s'empare du ministère de l'Intérieur. Mais, aux côtés de ministres déterminés dans la résistance comme Campinchi, Dautry et Mandel lui-même, d'autres membres du gouvernement considèrent que la guerre est perdue et qu'il convient de négocier avec le Reich. Vice-président du Conseil, le maréchal Pétain, auréolé de tout son prestige passé, fait figure de chef de ce courant qui comprend également des hommes comme Pomaret, Frossard et Baudouin. Pilier du régime et lui aussi vice-président du Conseil, le radical Camille Chautemps semble acquis au camp du renoncement. Quant à Reynaud, il apparaît beaucoup plus velléitaire que ce que de Gaulle l'imaginait. Le chef du gouvernement n'entend pas provoquer la division des Français, il ne compte pas se séparer de Pétain et il subit la pression d'un